

MISSION LOCALE DU VAL D'ORGE
Association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901
27 avenue de Brétigny
91700 STE GENEVIEVE DES BOIS

***RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS***

Exercice clos le 31 décembre 2024

MISSION LOCALE DU VAL D'ORGE

Association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901

27 avenue de Brétigny

91700 STE GENEVIEVE DES BOIS

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2024

Aux membres de l'organe délibérant,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association Mission Locale du Val d'Orge relatifs à l'exercice clos le 31/12/2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Dans le cadre de notre appréciation des principes comptables suivis par votre association, nous avons été conduits à vérifier l'existence et la correcte évaluation des produits de l'exercice concerné. Nous avons obtenu les éléments probants nous permettant de nous assurer du respect de ces principes comptables. Nos travaux ont notamment reposé sur le contrôle des notifications d'octroi de subventions et de leur encaissement effectif.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du trésorier et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'association.

Responsabilités du Conseil d'administration relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conduit à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Bilan Actif

Etat exprimé en euros		31/12/2024			31/12/2023
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
	Frais d'établissement				
	Frais de recherche et de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Concessions brevets droits similaires	3 467,66	3 467,66		863,41
	Autres immobilisations incorporelles (1)				
	Immobilisations incorporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	Terrains				
ACTIF CIRCULANT	Constructions				
	Installations techniques, mat. et outillage indus.				
	Autres immobilisations corporelles	316 821,09	139 215,07	177 606,02	166 773,18
	Immobilisations corporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES				
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)				
	Participations évaluées selon mise en équival.				
	Autres participations				
	Créances rattachées à des participations				
COMPTES DE REGULARISATION	Autres titres immobilisés				
	Prêts				
	Autres immobilisations financières	14 625,00		14 625,00	14 625,00
	TOTAL (I)	334 913,75	142 682,73	192 231,02	182 261,59
	STOCKS ET EN-COURS				
	Matières premières, approvisionnements				
	En-cours de production de biens				
	En-cours de production de services				
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises				
COMPTES DE REGULARISATION	Avances et Acomptes versés sur commandes	22 397,49		22 397,49	79 012,94
	CREANCES (3)				
	Créances clients, usagers et comptes rattachés				
	Créances reçues par legs ou donations				
	Autres créances	161 181,28		161 181,28	182 848,38
	VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT				
	DISPONIBILITES	1 131 376,02		1 131 376,02	1 233 136,78
	Charges constatées d'avance	13 519,43		13 519,43	33 142,69
	TOTAL (II)	1 328 474,22		1 328 474,22	1 528 140,79
	Frais d'émission d'emprunt à étaler (III)				
COMPTES DE REGULARISATION	Primes de remboursement des obligations (IV)				
	Ecart de conversion actif (V)				
	TOTAL ACTIF (I à V)	1 663 387,97	142 682,73	1 520 705,24	1 710 402,38
	(1) dont droit au bail				
	(2) dont à moins d'un an			14 625,00	14 625,00
	(3) dont à plus d'un an				

Bilan Passif

Etat exprimé en euros

		31/12/2024	31/12/2023
FONDS PROPRES	Fonds propres sans droit de reprise		
	Fonds propres statutaires	237 468,90	237 468,90
	Fonds propres complémentaires		
	Fonds propres avec droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Ecarts de réévaluation		
	Réserves		
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves pour projet de l'entité		
	Autres		
	Report à nouveau	969 813,96	965 178,53
	Excédent ou déficit de l'exercice	(216 692,70)	4 635,43
	Total des fonds propres (situation nette)	990 590,16	1 207 282,86
	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement		
	Provisions réglementées		
	Total des autres fonds propres		
	Total des fonds propres	990 590,16	1 207 282,86
Fonds reportés et dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés sur subventions d'exploitation	96 578,98	119 481,37
	Fonds dédiés sur contributions financières d'autres organismes		
	Fonds dédiés sur ressources liées à la générosité du public		
	Total des fonds reportés et dédiés	96 578,98	119 481,37
Provisions	Provisions pour risques	75 000,00	
	Provisions pour charges	79 837,82	84 459,78
	Total des provisions	154 837,82	84 459,78
DETTES (1)	DETTES FINANCIERES		
	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2)	344,23	303,11
	Emprunts et dettes financières divers		
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
	DETTES D'EXPLOITATION		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	43 947,36	31 257,73
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	228 697,26	219 254,49
	DETTES DIVERSES		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		37 136,45
	Autres dettes	161,48	130,70
	Produits constatés d'avance	5 547,95	11 095,89
	Total des dettes	278 698,28	299 178,37
	Ecarts de conversion passif		
	TOTAL PASSIF	1 520 705,24	1 710 402,38
	Résultat de l'exercice exprimé en centimes	(216 692,70)	4 635,43
	(1) Dont à moins d'un an	278 698,28	299 178,37
	(2) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP	344,23	303,11

Compte de Résultat 1/2

Etat exprimé en euros

31/12/2024

31/12/2023

		12 mois	12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Cotisations		
	Vente de biens et services		
	Ventes de biens		
	dont ventes de dons en nature		
	Ventes de prestations de service		
	dont parrainages		
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation	1 388 205,58	1 436 128,70
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels		
	Mécénats		
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières		
CHARGES D'EXPLOITATION	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	40 451,59	73 736,92
	Utilisations des fonds dédiés	119 481,37	126 617,00
	Autres produits	565,91	257,54
	Total des produits d'exploitation	1 548 704,45	1 636 740,16
	Achats de marchandises		
	Variation de stock		
	Achats de matières et autres approvisionnements		
	Variation de stock		
	Autres achats et charges externes	364 420,98	266 349,41
	Aides financières		
	Impôts, taxes et versements assimilés	74 563,90	81 437,70
	Salaires et traitements	796 187,67	809 012,44
	Charges sociales	319 381,03	332 963,04
	Dotation aux amortissements et dépréciations	39 971,35	23 519,06
	Dotation aux provisions	75 000,00	
	Reports en fonds dédiés	96 578,98	119 481,37
	Autres charges	1 774,74	1 735,17
	Total des charges d'exploitation	1 767 878,65	1 634 498,19
RESULTAT D'EXPLOITATION		(219 174,20)	2 241,97

Compte de Résultat 2/2

Etat exprimé en euros		31/12/2024	31/12/2023
RESULTAT D'EXPLOITATION		(219 174,20)	2 241,97
PRODUITS FINANCIERS	De participation		
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé		
	Autres intérêts et produits assimilés	2 481,50	2 342,95
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
	Différences positives de change		
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total des produits financiers		2 481,50	2 342,95
CHARGES FINANCIERES	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Intérêts et charges assimilées		
	Différences négatives de change		
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total des charges financières			
RESULTAT FINANCIER		2 481,50	2 342,95
RESULTAT COURANT avant impôts		(216 692,70)	4 584,92
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Sur opérations de gestion		
	Sur opérations en capital		721,50
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
	Total des produits exceptionnels		721,50
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Sur opérations de gestion		
	Sur opérations en capital		670,99
	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Total des charges exceptionnelles		670,99
RESULTAT EXCEPTIONNEL			50,51
Participation des salariés aux résultats			
Impôts sur les bénéfices			
TOTAL DES PRODUITS		1 551 185,95	1 639 804,61
TOTAL DES CHARGES		1 767 878,65	1 635 169,18
EXCEDENT ou DEFICIT		(216 692,70)	4 635,43
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Dons en nature			
Prestations en nature			
Bénévolat			
TOTAL			
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Secours en nature			
Mise à disposition gratuite de biens			
Prestations			
Personnel bénévole			
TOTAL			

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

1/Description de l'objet social, des activités ou missions sociales et des moyens mis en œuvre

La Mission Locale du Val d'Orge est une association loi 1901 créée en 1990 pour favoriser l'insertion professionnelle et sociale des jeunes de 16 à 25 ans sortis du système scolaire. Les Missions Locales sont les acteurs territoriaux des politiques de la jeunesse et les opérateurs de la mise en œuvre des dispositifs publics d'insertion sociale et professionnelle des jeunes pilotés par l'Etat et les Collectivités territoriales. Les missions locales font partie du service public de l'emploi et entretiennent des relations privilégiées avec Pôle emploi dans le cadre d'un partenariat renforcé. La Mission Locale du Val d'Orge assure des fonctions d'accueil, d'information, d'orientation et d'accompagnement des jeunes de 16 à 25 ans résidant sur les communes de Sainte-Geneviève-des-Bois, Saint-Michel-sur-Orge, Morsang-sur-Orge, Fleury-Mérogis, Villiers-sur-Orge, Villemoisson-sur-Orge, Longpont-Sur-Orge, Le Plessis-Pâté et Epinay-Sur-Orge.

L'action de la MLVO a pour finalité de renforcer l'autonomie des jeunes en répondant à leurs besoins sur les champs de l'emploi, la formation, la qualification, l'accès aux droits sociaux, la citoyenneté, le logement, la santé, le transport, la mobilité, l'accès à la culture, aux sports et aux loisirs.

Dans une démarche d'accompagnement global et en adéquation avec la situation et le projet professionnel du jeune, la Mission Locale propose aux jeunes l'offre de services à laquelle ils peuvent avoir accès sur l'ensemble de leurs besoins. L'approche globale permet de lever les obstacles à l'insertion dans l'emploi et dans la vie active.

En partant des attentes et demandes du jeune, le conseiller référent élabore avec le jeune un parcours, en définissant des étapes et objectifs partagés et en mobilisant les ressources internes ou externes à la Mission Locale. Il accompagne le jeune dans toutes les démarches à entreprendre. Les modalités d'accueil et de suivi sont diversifiées et adaptées aux besoins et usages des jeunes : individuel, collectif, physique, téléphonique, digital...

La MLVO s'appuie sur le développement d'un partenariat avec les acteurs locaux du territoire : entreprises, centres de formation, établissements scolaires, associations, équipes de prévention, centres d'information et d'orientation, agences locales de Pôle Emploi, réseaux d'information jeunesse, services de la protection judiciaire de la jeunesse, les services sociaux.

Ce partenariat permet de proposer aux jeunes des réponses multiples et adaptées.

2/ Règles et méthodes comptables

Les comptes annuels de l'exercice ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables en la matière et dans le respect du principe de prudence.

Le bilan de l'exercice présente un total de 1 520 705 euros.

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Le compte de résultat, présenté sous forme de liste, affiche un total produits de 1 551 186 euros et un total charges de 1 767 879 euros, dégageant ainsi un résultat de -216 693 euros.

L'exercice considéré débute le 01/01/2024 et finit le 31/12/2024

Il a une durée de 12 mois.

Les conventions générales comptables ont été appliquées conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation.
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre.
- indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Aucun changement dans les méthodes d'évaluation et dans les méthodes de présentation n'a été apporté.

Les principales méthodes utilisées sont :

Immobilisations

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée normale d'utilisation des biens.

- Logiciels : 3 ans
- Installations générales : 3 à 10 ans
- Matériel de bureau et informatique : 3 à 5 ans
- Mobilier : 5 ans

Stocks et en cours

Les matières et marchandises ont été évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires).

Les produits en cours de production ont été évalués à leur coût de production.

Une provision pour dépréciation des stocks égale à la différence entre la valeur brute et le cours du jour ou la valeur de réalisation déduction faite des frais proportionnels de vente, est effectuée lorsque cette valeur brute est supérieure.

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Créances et dettes

Les créances et les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Les créances clients présentées dans le tableau de financement, ont été retenues pour leur valeur brute, conformément aux principes comptables.

Disponibilités

Les liquidités disponibles en banque ou en caisse ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Achats

Les frais accessoires d'achat payés à des tiers n'ont pas été incorporés dans les comptes d'achat, mais ont été comptabilisés dans les différents comptes de charge correspondant à leur nature.

Autres informations

l'Article 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif.

Ce texte précise que la rémunération des trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles et salariés doit figurer en annexe des comptes annuels, dès lors que l'association, reçoit plus de 50.000€ de subventions publiques.

La loi précitée ne précise pas la définition de la notion de « cadres dirigeants bénévoles et salariés ».

L'article 20 de la loi précitée fait référence à la notion de « cadres dirigeants ». Cette notion est différente de la notion de simple « dirigeant », puisqu'elle regroupe, conformément aux dispositions de l'article L3111-2 du Code du travail « les cadres aux quels sont confiées des responsabilités dont l'importance implique une grande indépendance dans l'organisation de leur emploi du temps, qui sont habilités à prendre des décisions de façon largement autonome et qui perçoivent une rémunération se situant dans les niveaux les plus élevés des systèmes de rémunération pratiqués dans l'entreprise ou leur établissement ».

La notion de « cadres dirigeants » est par conséquent intimement liée à la notion de « salarié ».

Au cas particulier de la Mission Locale du Val d'Orge, il est rappelé que les administrateurs ne sont pas rémunérés et ne bénéficient pas d'avantages en nature.

La Mission Locale du Val d'Orge n'a éventuellement qu'un cadre dirigeant au sens de ce texte et il a été convenu pour préserver la confidentialité de la rémunération de ne pas publier cette information.

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

2/ Honoraires Commissaires aux Comptes

Les honoraires du Commissaire aux Comptes ont été pour l'exercice 2024 de 5 004,00 € TTC.

3/ Effectifs

L'effectif de la Mission Locale du Val d'Orge est de 23 personnes au 31/12/2024.

4/ Contributions volontaires en nature

L'association n'a pas mis en place de système fiable de décompte et de valorisation des heures de bénévolat. Néanmoins, elle bénéficie de l'apport de 5 parrains.

La Mission Locale ne bénéficie pas de mise à disposition de personnel.

5/ Subventions d'investissement

Le règlement comptable ANC n°2018-06 ne contient pas de dispositions spécifiques relatives aux subventions d'investissement (SI), contrairement au règlement CRC n°1999-01 qui prévoyait un traitement comptable spécifique des subventions d'investissement en opérant une distinction en fonction du caractère renouvelable ou non, par l'entité des biens subventionnés. Il convient donc de se référer aux dispositions du règlement ANC n°2014-03 relatif au PCG.

Le règlement précité prévoit, pour les subventions d'investissement, le choix entre deux méthodes :

- soit elles sont inscrites immédiatement en produits exceptionnels ;
- soit elles sont inscrites en fonds propres et reprises au compte de résultat de façon échelonnée, au rythme des amortissements des biens subventionnés.

Il s'agit d'un choix de méthode comptable applicable de façon constante, agissant de manière rétrospective.

6/ Indemnités de départ en retraite

La provision pour indemnité de départ en retraite à la clôture de l'exercice est égale à 79 837,82 €. Ce calcul tient compte de l'ensemble des salariés présents au 31/12/2024 avec un taux d'actualisation de 3.35 %.

7/ Chèques mobilités

La valeur du stock de chèques mobilité était de 21 834 € au 31/12/2024 et le montant distribué au

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

cours de l'exercice a été de 24 828 €.

8/ Mise à disposition de locaux

Dans le cadre de la mise en oeuvre du projet "Aller vers", 3 conseillers ont été recrutés le 20 mars 2023 ainsi qu'une coordinatrice/chargée de projet promue en interne.

L'équipe "Aller vers" a intégré les locaux du TIERS LIEU JEUNESSE (bureau temporaires), à la Maison des Services Publics, au 5/7 avenue du Canal à Sainte-Geneviève-des-Bois le 31 août 2023. Après une phase transitoire de travaux, l'équipe occupera l'espace réservé à la MLVO d'ici fin avril 2024. Cette espace situé à l'étage du Tiers Lieu Jeunesse comprend 3 Bureaux et une salle de réunion.

Immobilisations

Etat exprimé en euros		Valeurs brutes début d'exercice	Mouvements de l'exercice				Valeurs brutes au 31/12/2024
			Augmentations		Diminutions		
			Réévaluations	Acquisitions	Virt p.a.p.	Cessions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement						
	Donations temporaires d'usufruit						
	Autres	3 467,66					3 467,66
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	3 467,66					3 467,66
CORPORELLES	Terrains						
	Constructions sur sol propre						
	sur sol d'autrui						
	instal. agencet aménagement						
	Instal technique, matériel outillage industriels						
	Instal., agencement, aménagement divers	120 325,54		36 643,80		5 936,45	151 032,89
	Matériel de transport	63 249,98					63 249,98
	Matériel de bureau, informatique et mobilier	83 304,79		19 233,43			102 538,22
	Emballages récupérables et divers						
Immobilisations corporelles en cours							
Avances et acomptes							
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES		266 880,31		55 877,23		5 936,45	316 821,09
BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES							
FINANCIERES	Participations évaluées en équivalence						
	Autres participations						
	Autres titres immobilisés						
	Prêts et autres immobilisations financières	14 625,00					14 625,00
	TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES	14 625,00					14 625,00
TOTAL		284 972,97		55 877,23		5 936,45	334 913,75

Amortissements

Etat exprimé en euros		Amortissements début d'exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements au 31/12/2024
			Dotations	Diminutions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Autres	2 604,25	863,41		3 467,66
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	2 604,25	863,41		3 467,66
CORPORELLES	Terrains				
	Constructions sur sol propre				
	sur sol d'autrui				
	instal. agencement aménagement				
	Instal technique, matériel outillage industriels				
	Autres instal., agencement, aménagement divers	44 224,98	10 495,12		54 720,10
	Matériel de transport	2 705,69	12 650,00		15 355,69
	Matériel de bureau, mobilier	53 176,46	15 962,82		69 139,28
	Emballages récupérables et divers				
	TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	100 107,13	39 107,94		139 215,07
TOTAL		102 711,38	39 971,35		142 682,73

Provisions

Etat exprimé en euros		Début exercice	Augmentations	Diminutions	31/12/2024
PROVISIONS REGLEMENTEES	Reconstruction gisements miniers et pétroliers				
	Provisions pour investissement				
	Provisions pour hausse des prix				
	Provisions pour amortissements dérogatoires				
	Provisions fiscales pour prêts d'installation				
	Provisions autres				
	PROVISIONS REGLEMENTEES				
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Pour litiges		75 000,00		75 000,00
	Pour garanties données aux clients				
	Pour pertes sur marchés à terme				
	Pour amendes et pénalités				
	Pour pertes de change				
	Pour pensions et obligations similaires	84 459,78		4 621,96	79 837,82
	Pour impôts				
	Pour renouvellement des immobilisations				
	Provisions pour gros entretien et grandes révisions				
	Pour chges sociales et fiscales sur congés à payer				
	Autres				
	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	84 459,78	75 000,00	4 621,96	154 837,82
PROVISIONS POUR DEPRECIATION	<div> <div>Sur immobilisations</div> <div> <div>incorporelles</div> <div>corporelles</div> <div>legs ou donations</div> <div>des titres mis en équivalence</div> <div>titres de participation</div> <div>autres immo. financières</div> </div> </div>				
	Sur stocks et en-cours				
	Sur comptes clients, usagers				
	Sur créances reçues par legs ou donations				
	Autres				
	PROVISIONS POUR DEPRECIATION				
TOTAL GENERAL		84 459,78	75 000,00	4 621,96	154 837,82
Dont dotations et reprises <div> <div>- d'exploitation</div> <div>- financières</div> <div>- exceptionnelles</div> </div>			75 000,00	4 621,96	
Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculée selon les règles prévues à l'article 39-1.5e du C.G.I.					

Charges constatées d'avance

Etat exprimé en euros	Période	Montants	31/12/2024
Charges constatées d'avance - EXPLOITATION			13 519
DIVERS		103	
BNP PARIBAS 2020-3525 1T25		3 038	
ASSO AMBITION FRESQUE 2024		6 500	
LICENCE ADOBE X4		1 500	
ATS RNT FIREWALL		1 059	
PARTICIPATION INFOGERANCE ATS		376	
RF ABONNEMENT		241	
ABONNEMENT MANATIME		214	
ATS RNT WEEAM BACKUP		171	
ATS RNT GARANTIE NAS		124	
ATS BEAAM BACKUP		120	
FONDATION JAE PASS Avenir		73	
Charges constatées d'avance - FINANCIERES			
Charges constatées d'avance - EXCEPTIONNELLES			
TOTAL			13 519

--

Produits constatés d'avance

Etat exprimé en euros	Période	Montants	31/12/2024
Produits constatés d'avance - EXPLOITATION PCA FRANCE TRAVAIL Mr YEMBA		5 547,95	5 547,95
Produits constatés d'avance - FINANCIERS			
Produits constatés d'avance - EXCEPTIONNELS			
TOTAL			5 547,95

Produits à recevoir

Etat exprimé en euros

31/12/2024

Total des Produits à recevoir		156 791
Autres créances		156 791
<i>RBT ORG.SOCIAUX A REC.</i>	<i>1 571</i>	
<i>ETAT - CPO</i>	<i>88 120</i>	
<i>ETAT-SUBVENTIONS A RECEVOIR REGION IDF</i>	<i>57 100</i>	
<i>FRANCE TRAVAIL - EMPLOI FRANC</i>	<i>10 000</i>	

Charges à payer

Etat exprimé en euros

31/12/2024

Total des Charges à payer		208 205
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit <i>INTERETS COURUS A PAYER</i>	344	344
Dettes fournisseurs et comptes rattachés <i>FOURNISSEURS FACT.N/PARVENUES</i>	32 837	32 837
Dettes fiscales et sociales <i>CONGES A PAYER</i> <i>CHARGES SOC/CONGES A PAYER</i> <i>UNIFORMATION</i> <i>CHARGES FISC.S/CONGES A PAYER</i>	109 586 41 847 10 267 13 323	175 024

Variation des Fonds Propres

Etat exprimé en euros	Fonds propres clôture 31/12/2023	Affectation du résultat N-1	Augmentation	Diminution ou consommation	Fonds propres clôture 31/12/2024
Fonds propres sans droit de reprise	237 468,90				237 468,90
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves statutaires ou contractuelles					
Réserves pour projet de l'entité					
Autres réserves					
Report à nouveau	965 178,53	4 635,43			969 813,96
Excédent ou déficit de l'exercice	4 635,43	(4 635,43)		216 692,70	(216 692,70)
Situation nette	1 207 282,86			216 692,70	990 590,16
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement					
Provisions réglementées					
TOTAL	1 207 282,86			216 692,70	990 590,16

Variation des Fonds Dédiés

	Fonds dédiés clôture 31/12/2023	Reports	Utilisations		Transferts	Fonds dédiés clôture 31/12/2024	
			Montant global	dont rembour- sements		Montant global	dont fds dédiés à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
Etat exprimé en euros							
Subventions d'exploitation							
Subvention Etat - CPO dispositif CEJ	119 481,37		119 481,37		96 578,98	96 578,98	
Contributions financières d'autres org.							
Ressources liées à la générosité du public							
TOTAL	119 481,37		119 481,37		96 578,98	96 578,98	